

Témoignage : la France, un pays socialiste ?

Posté le : 4 octobre 2009 10:13 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Attitudes

Permettra-t-on à un étranger qui a connu le « socialisme réalisé » de se poser la question : la France est-elle devenue un pays socialiste ?

Avec le RSA pour les jeunes adultes avant 25 ans, la France vient de boucler son système d'assistance à vie.

L'enfant et l'adolescent sont déjà largement pris en charge par la collectivité. Les Allocations familiales viennent compléter un dispositif qui comprend de nombreuses gratuités (santé, école) et de nombreuses aides ponctuelles (rentrée scolaire, cantine, transport, garde, logement, vacances, activités sportives ou culturelles etc.).

Le RMI et maintenant le RSA permettent de vivre sans travailler pratiquement indéfiniment. De nombreuses aides annexes rendent cet état finalement acceptable sinon confortable lorsqu'on peut accumuler des ressources au noir. Les nouveaux « droits à », notamment le logement, mais aussi les transports, les loisirs et autres, les exonérations fiscales, les ristournes sur le chauffage et l'électricité, le non remboursement de dettes, complétés par la possibilité de se nourrir et s'habiller pour rien grâce à de nombreuses associations, ont fait de la situation d'assisté permanent une réalité qui touche des millions de personnes : d'après nos recoupement près de 2 millions de foyers vivent sans travailler officiellement en France. Ils représentent entre 6 et 10 millions d'individus.

Les minima sociaux prennent la relève à partir de l'âge légal de la retraite. L'hébergement des vieux est de plus en plus financé sur ressources publiques.

Avec l'extension du RSA au seul segment d'âge qui restait entièrement à la charge des intéressés et de leur famille, les mesures Hirsh permettent désormais de vivre aux crochets de la collectivité pendant toute sa vie. Certes comme toujours quand on crée de nouveaux droits on prévoit mille conditions. En quelques années toutes ces restrictions volent en éclats. Les Français auront donc bientôt une sorte de revenu à vie garanti par l'Etat.

Vue au départ comme un filet en cas d'accidents de la vie, l'assistance devient de plus en plus une subvention permanente.

Il ne faut pas trop gloser sur le faible niveau de vie rendu ainsi possible. Il est supérieur à ce que gagne en travaillant 90% de l'humanité.

L'intéressant est que ce bouclage de l'assistantat est le fruit d'un président de droite qui préconisait la rupture avec un J. Chirac qui prônait sur la fin ouvertement la défense des droits acquis et la création de nouveaux droits sociaux .

Ce paradoxe pose au moins deux questions :

- La droite française penserait-elle qu'un socialisme démocratique est souhaitable et possible ?
- Le socialisme démocratique est-il tenable dans la durée ou s'effondrera-t-il comme l'a fait

l'Union Soviétique.

Dans la presse française du jour on lit que M. Delanoë, après avoir augmenté dans des proportions délirantes les taux d'imposition (48% pour la taxe foncière) , et après avoir déjà fait flamber les dépenses municipales à Paris de façon grotesque (passage de 40.000 à 49.000 du nombre de fonctionnaires de la municipalité par exemple, ce qui revient à ajouter du délire à du délire) va subventionner en partie les loyers d'une partie de ses assujettis. On augmente de 9% la taxe d'habitation et on subventionne en partie le loyer ! On est en plein clientélisme.

On voit donc qu'à droite comme à gauche on est bien décidé à toujours fiscaliser plus et subventionner plus, à l'échelon de l'état ou à celui des collectivités locales. Les politiques et la haute classe administrative sont en train de radicaliser la société entre d'une part une cohorte de subventionnés et une masse de smicards et de l'autre une masse de Français tondu ras par une fiscalité confiscatoire. Alors que l'équilibre social passe naturellement par une très forte classe moyenne.

Le système soviétique que nous avons connu était un peu différent : la Nomenklatura régnait sur des masses à qui on fournissait le strict minimum dans le cadre des « droits à » habituels : droit au travail, droit à la santé, droit au logement etc. Les masses en question en faisaient le minimum. On disait à la base : l'état fait semblant de payer des citoyens qui font semblant de travailler. La propagande des hautes sphères rappelaient inlassablement le bonheur d'un système socialiste réalisé où tout le monde pouvait vivre et travailler. La misère et le chômage étaient totalement masqués, ainsi que les conditions de vie désastreuses dans des logements pourris et partagés par plusieurs familles. Il n'y avait pas de classes moyennes et encore moins de classes entrepreneuriales. Seulement des apparatchiks formant une classe de bureaucrates et associant une petite élite économique d'ingénieurs, et un immense prolétariat mal nourri, mal logé, mal soigné.

On peut se demander combien de temps la France gardera sa classe d'entrepreneurs et de cadres supérieurs. Le socialisme concret français a été financé par un taux de fiscalisation des entrepreneurs et des cadres supérieurs qui est quasiment le plus haut du monde et comme cela ne suffisait pas on eu recours massivement à l'emprunt pendant quarante ans. Les déficits sont partout : commerce extérieur comme finances publiques. La récession a encore aggravé les choses, les recettes fondant sans que les dépenses anciennes puissent être réduites et alors qu'on distribue allègrement les nouvelles facilités. La France détenait le record du non travail des jeunes, des femmes, des immigrés, des vieux (les personnes fragiles du point de vue de l'emploi). La crise ne va rien arranger.

Les emplois perdus ne reviendront pas en France. La quasi impossibilité de licencier, les occupations d'usines, les séquestrations, l'hyper fiscalité, la lourdeur réglementaire, l'importance déraisonnable des charges bloqueront longtemps les investissements étrangers productifs.

Les ex pays sous la coupe soviétique de l'Europe de l'est voient donc l'expérience française avec scepticisme. Le socialisme fiscal, où l'impôt remplace la Kalachnikov, est-il réellement durable ? Est-ce à cela que nous conduit l'Union Européenne ? Beaucoup chez nous considèrent déjà la France comme un pays socialiste et pour nous cette désignation est marquée de dégoût.

Pour les amoureux de la France, comme moi et beaucoup de Polonais, cette évolution de la France vers un socialisme impossible est une souffrance. Nous savons combien coûte le renoncement au courage et à la responsabilité. Nous n'admirons pas l'extension indéfinie de l'assistanat français. Elle nous pousse plus que jamais à regarder vers les Etats-unis, en dépit de tous ses excès et de ses

difficultés actuelles.

Zbig Brataniec (opinion et témoignage personnels)